



Changement social et comportemental dans l'agriculture et la gestion des ressources naturelles



Enseignements de deux études au zimbabwe

Novembre 2022





À propos de SCALE

SCALE (Strengthening Capacity in Agriculture, Livelihoods, and Environment) est une initiative financée par le Bureau d'Assistance Humanitaire (BHA) de l'USAID et mise en oeuvre par Mercy Corps en collaboration avec Save the Children. SCALE vise à améliorer l'impact, la durabilité et la mise à l'échelle des activités financées par BHA dans les domaines de l'agriculture, de la gestion des ressources naturelles et des activités de subsistance non agricoles dans des contextes d'urgence et de non-urgence.

Citation recommandée :

Jennifer Mayer. 2022. Social and Behavior Change in Agriculture and Natural Resource Management : Lessons from Two Studies in Zimbabwe. Based on the Natural Resource Management Barriers and Motivations Study and Agriculture and Livestock Barriers and Motivations Study publiée par le programme Amalima Loko, 2022. Produit par Mercy Corps dans le cadre du programme SCALE (Strengthening Capacity in Agriculture, Livelihoods, and Environment) Associate Award.

Remerciements :

Ce rapport a bénéficié de la contribution de nombreuses personnes et s'appuie largement sur les deux études sur les obstacles et les motivations menées par Amalima Loko. Nous souhaitons particulièrement remercier Anna Brazier (auteure de l'étude sur les obstacles et les motivations liés à la gestion des ressources naturelles), Abisha Damba (auteur de l'étude sur les obstacles et les motivations liés à l'agriculture et à l'élevage) et l'équipe d'Amalima Loko pour leurs précieux travail, révisions et conseils. Le présent document de synthèse ne se serait pas réalisé sans l'expertise, le temps et les efforts des auteurs originaux en matière de recherche et de rédaction des études originales.

Crédits photographiques :

Photo de page de couverture : SCALE Award, Zimbabwe 2021

Coordonnées :

c/o Save the Children
899 North Capitol St NE, Suite 900
Washington, DC 20002
www.fsnnetwork.org/SCALE
scale@mercycorps.org

Avis de non-responsabilité :

Ce document a été rendu possible grâce au généreux soutien du peuple américain par l'intermédiaire de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID). Le contenu est la responsabilité du prix SCALE et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'USAID ou du gouvernement des États-Unis.

Tableau des matières

Tableau des matières.....	1
Contexte	2
Facteurs au niveau individuel/communautaire	3
Mythes et préconceptions persistants.....	3
Manque de connaissances ? Ou rareté de solutions réalistes ?	4
Le rôle des femmes et des jeunes dans la promotion du changement.....	5
<i>Nouvelles pratiques vs répartition des tâches</i>	5
<i>Dégradation des ressources naturelles : les jeunes sont-ils vraiment le problème ?</i>	6
Les perceptions des agriculteurs	6
Changement théorique vs changement observé	6
Le coût du changement : intrants gratuits ou pénibilité ?	8
Facteurs systémiques/sociétaux	10
Les conséquences persistantes du colonialisme	10
La gouvernance locale	11
Conclusions et remarques.....	12
Observations sur le SBC dans l'agriculture et la GRN.....	12
Annexe A : Résumés de la méthodologie de l'étude	14
Méthodologie de l'étude sur les obstacles et les motivations liées à la GRN.....	14
Méthodologie de l'étude sur les obstacles et les motivations liés à l'agriculture et à l'élevage.....	14



Contexte

La nécessité d'intégrer des approches de changement social et comportemental (CSC) dans la formation technique est reconnue depuis longtemps par les spécialistes de la santé et de la nutrition. Par exemple, les groupes de soins constituent des actions de soutien par les pairs, entre voisins, et qui se fondent sur des activités interpersonnelles de changement de comportement, privilégiant la dimension sociale et comportementale plutôt que les solutions techniques. Cette approche a été essentielle pour assurer l'impact, la mise à l'échelle et la durabilité de ces activités au fil du temps. Les secteurs de la santé et de la nutrition ont mis en place une série de bonnes pratiques sectorielles¹ axées sur la promotion de changements de comportement pouvant être réalisés facilement et rapidement. Cependant, les approches CSC n'ont pas été si largement intégrées dans les activités agricoles. Tout comme les comportements de santé, les pratiques d'agriculture régénératrice nécessitent un changement dans la façon dont les collaborateurs du projet, les partenaires locaux, les leaders communautaires et les agriculteurs travaillent au sein d'un écosystème plus large de ressources agricoles et naturelles. Les changements de comportement sont souvent essentiels pour permettre aux communautés de renforcer leur résilience et de remédier aux facteurs systémiques qui sont à l'origine de la vulnérabilité. Le changement de comportement est au centre des capacités des communautés à préserver durablement les gains de bien-être où, lorsqu'il est efficace, un comportement idéal persiste malgré des chocs, des stress et des crises prolongées.

Le programme Amalima Loko est une activité de sécurité alimentaire résiliente (RFSA) de cinq ans financée par l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID)/Bureau d'assistance humanitaire (BHA) visant à améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Zimbabwe grâce à un meilleur accès à la nourriture et à une gestion durable des bassins hydrographiques. Ce programme est mis en œuvre dans la région du Matabeleland Nord par un consortium dirigé par Cultivating New Frontiers in Agriculture (CNFA). Identifiée comme une lacune en matière d'information lors de la phase d'affinage et de mise en œuvre (R&I)², Amalima Loko a conçu et réalisé [une étude sur les obstacles et les motivations liés à la gestion des ressources naturelles \(GRN\) et à l'agriculture](#), ainsi qu'une [étude sur les obstacles et les motivations liés à l'agriculture et à l'élevage](#). Chaque étude a examiné les obstacles et les motivations au changement de comportement dans la zone d'opération d'Amalima Loko afin de cerner les facteurs qui favorisent ou empêchent l'adoption de pratiques améliorées de GRN et d'agriculture par les ménages, les communautés, les acteurs du marché et les agences gouvernementales. Les objectifs spécifiques de l'étude sur la GRN étaient les suivants :

- Identifier les facteurs qui contribuent, motivent ou nuisent à la valeur que les individus et les communautés accordent aux ressources naturelles et à la coopération dans la gestion des ressources naturelles.
- Sensibiliser aux facteurs contextuels et aux pratiques spécifiques du gouvernement et des acteurs du marché qui contribuent à la dégradation des terres et à l'utilisation non durable de l'eau.

¹ Par exemple, ceux conçus par USAID Advancing Nutrition : <https://www.advancingnutrition.org/what-we-do/activities/new-tools-high-quality-nutrition-social-and-behavior-change-programming>

² L'Affinage et de mise en œuvre, ou Refine and Implement (R&I), est une approche utilisée pour renforcer la qualité et l'impact des RFSA financés par l'USAID/BHA. Cette approche a deux phases : une phase de raffinement et une phase de mise en œuvre. La première année d'une subvention de cinq ans est la phase de raffinement, au cours de laquelle les RFSA mènent des études et des projets pilotes qui permettent ensuite d'informer et d'orienter la mise en œuvre de leur programme au cours des quatre années suivantes.

- Identifier les facteurs qui influenceront les parties prenantes ayant des intérêts particuliers à adopter et à soutenir de nouvelles actions nécessaires à la restauration des bassins hydrographiques.
- Utiliser les résultats pour guider la conception de plans de renforcement des capacités visant à renforcer les connaissances, les compétences et les capacités des individus, des ménages et des communautés pour adopter les meilleures pratiques de GRN et améliorer la gestion des ressources naturelles pour l'avenir à long terme.

L'étude sur l'agriculture visait à comprendre les motivations et les obstacles liés aux décisions des agriculteurs, notamment :

- Identification des pratiques agricoles et d'élevage améliorées déjà adoptées par les agriculteurs.
- Identification des facteurs qui ont motivé les ménages à adopter de nouvelles pratiques et technologies.
- Identification des pratiques d'agriculture et d'élevage améliorées présentées aux agriculteurs mais non adoptées, détaillées par types/profils de ménages.
- Identification des obstacles à l'adoption pour les personnes qui n'ont pas adopté.
- Comprendre la motivation des ménages/agriculteurs à acheter du bétail et ce qui pourrait les motiver à considérer le bétail comme un atout productif.
- Identifier les pratiques de gestion de l'agriculture et de l'élevage qui présentent le plus fort potentiel d'adoption et les moyens de motiver les agriculteurs (ce dont ils ont besoin) pour adopter ces pratiques.

Les agents de mise en œuvre ont tendance à considérer les obstacles au changement au niveau des individus, des ménages ou des communautés. Mais les conclusions de l'étude d'Amalima Loko indiquent que, outre les obstacles au niveau de l'agriculteur et de la communauté, des facteurs importants au niveau de la société et de l'environnement favorable influent directement sur les décisions des agriculteurs et l'adoption des pratiques, notamment les défis structurels (par exemple, la pénurie de ressources disponibles) et/ou déterminés par les comportements et les normes des individus qui forment une structure de gouvernance. Ces facteurs soulignent la nécessité d'un changement à des niveaux plus élevés que les agriculteurs et les communautés eux-mêmes. Les études révèlent également la persistance de certains mythes ou idées préconçues quant aux attitudes des agriculteurs et à la dynamique des communautés, qui peuvent gêner les efforts des ONG pour promouvoir le changement à ce niveau. Ce document synthétise ces éléments et souligne les idées clés des études d'Amalima Loko qui peuvent informer les approches des praticiens dans l'application du CSC à ces secteurs.

Facteurs au niveau individuel/communautaire

Mythes et préconceptions persistants

L'une des principales motivations des études d'Amalima Loko était de contourner les hypothèses courantes sur le comportement des agriculteurs et de mieux comprendre les véritables déterminants du changement et les comportements clés au sein des groupes de participants prioritaires du programme. En conséquence, les études ont révélé des informations importantes sur les idées fausses persistantes ayant la capacité de mal orienter les efforts Du CSC en matière d'agriculture et de GRN.



Manque de connaissances ? Ou rareté de solutions réalistes ?

Les programmes d'agriculture et de GRN semblent mettre l'accent sur l'amélioration des connaissances et de la sensibilisation, ce qui est illustré par la pléthore de supports de formation et de sensibilisation produits par les praticiens. Cet accent indique une forte perception parmi les praticiens que les agriculteurs et les communautés manquent de conscience ou de connaissances sur la valeur ou la fonction des ressources naturelles et les effets de la dégradation des ressources naturelles. Cependant, comme l'ont montré les études d'Amalima Loko, les communautés, les agriculteurs et les leaders locaux ont une connaissance approfondie de leur environnement et des répercussions des impacts négatifs.

Pourtant, les agriculteurs et les communautés eux-mêmes ont souvent cité le besoin de formation comme une solution presque par défaut à des problèmes tels que l'érosion des sols, la déforestation et la baisse des rendements agricoles. Par exemple, l'une des solutions les plus fréquemment mentionnées dans 12 des 24 discussions de groupe de l'étude GRN et dans 28 des 39 entretiens avec des informateurs clés était de donner davantage de formation et de sensibilisation à la gestion des ressources naturelles pour les communautés³. Cependant, les enquêteurs ont remarqué que les personnes interrogées semblaient déjà très bien informées, compte tenu de la richesse des détails et des idées qu'elles avaient déjà partagés sur leur environnement et leurs pratiques dans les premières sections de l'étude GRN. Tous les participants à l'étude ont montré qu'ils sont très bien informés sur les ressources naturelles - ils les apprécient, sont conscients et préoccupés par la dégradation des ressources, et connaissent les réglementations régissant les ressources naturelles. De nombreux participants ont également admis qu'ils contribuaient à la dégradation des ressources par leurs actions, comme le déboisement des terres pour l'agriculture et l'extraction des ressources. Les enquêteurs ont ensuite approfondi leurs discussions avec les groupes de réflexion, proposant qu'un facteur clé pour améliorer les pratiques de GRN et d'agriculture pourrait impliquer des solutions qui vont au-delà de la formation. Cependant, lorsque cela a été évoqué, les participants aux groupes de discussion avaient peu de solutions à proposer. Certains ont déclaré qu'ils avaient besoin d'aide pour trouver des idées afin de traiter les problèmes parce qu'ils sont tellement pris dans leurs difficultés quotidiennes qu'ils ont peu de marge de manœuvre pour résoudre d'autres problèmes qui leur semblent souvent insurmontables.

Les études ont démontré que ce n'est pas le manque de connaissances qui influence les comportements des communautés et des agriculteurs, mais plutôt le manque de temps, d'énergie et de ressources dépassant ce dont ils ont besoin pour leur travail quotidien.

« Les communautés ont montré que, plus ou moins, elles sont à court d'idées sur la façon de résoudre les problèmes et se sentent assez impuissantes. Selon certains répondants, il n'y a pas de solutions. Un groupe de discussion à Hwange composé d'hommes d'âge moyen a déclaré : Il n'y a rien que nous puissions faire en tant que communauté, s'il y avait une solution possible, nous l'aurions appliquée. »

Ces résultats indiquent que le problème consiste moins à trouver des moyens de changer les comportements et les attitudes des agriculteurs à l'égard des pratiques introduites par des acteurs externes qu'à soutenir les agriculteurs et les communautés dans l'élaboration et la mise en œuvre de leurs propres solutions, notamment par l'identification des déviants positifs et l'amplification de leurs solutions.

³ Cf. annexe A pour les descriptions sommaires de la méthodologie de chaque étude.

L'étude sur l'agriculture constate qu'au Zimbabwe, alors que les fonctionnaires chargés de la vulgarisation sont les principaux promoteurs des pratiques et technologies agricoles améliorées, les petits exploitants ne se sont pas appropriés la plupart des méthodes que ces agents recommandent, telles que l'agriculture de conservation et l'utilisation de semences améliorées. Certaines recherches attribuent cette situation à la dépendance au savoir indigène des agriculteurs, c'est-à-dire à ce qui a fonctionné pour eux et leurs prédécesseurs dans le passé⁴. En général, les agents de vulgarisation perçoivent ces connaissances comme un obstacle à l'adoption des technologies. Plus généralement, la recherche au Zimbabwe montre que les agriculteurs sont résistants au changement et hésitent à accepter l'aide extérieure, y compris les technologies nouvelles et modernes⁵. Cette observation souligne la nécessité de privilégier les approches participatives, notamment les approches et les adaptations pilotées par les agriculteurs, afin de s'assurer que ce sont ces derniers qui déterminent ce dont ils ont besoin. On comprend mieux l'importance de donner des options aux agriculteurs, de les laisser observer les effets des nouvelles approches et ensuite de choisir de les adopter, faisant de l'agence de l'agriculteur et du choix éclairé le centre des efforts pour le changement de comportement. L'appropriation individuelle et communautaire et la confiance dans les solutions sont probablement essentielles à leur adoption durable, tout comme donner aux participants la marge de manœuvre nécessaire pour être créatifs. Il est également possible que certains biais cognitifs soient en jeu, comme le biais du statu quo et l'aversion pour la perte, qui compliquent la possibilité de changer son comportement. Les praticiens devraient garder ces éléments à l'esprit lorsqu'ils travaillent avec des communautés d'intérêt, sans oublier que ces obstacles comportementaux sont des tendances humaines naturelles.

« Les hommes évitent généralement le creusage de bassins. »

- Informateur principal à Binga

Le rôle des femmes et des jeunes dans la promotion du changement

Les études ont démontré que les femmes et les jeunes étaient perçus comme les principaux moteurs du changement (tant positif que négatif) dans leurs communautés par rapport à l'agriculture et aux comportements de GRN. Toutefois, ces perceptions ont soulevé quelques questions/contradictions intéressantes qui méritent d'être examinées.

Nouvelles pratiques vs répartition des tâches

L'étude a révélé que les femmes ont un fort potentiel pour influencer et initier le changement des pratiques et des comportements, notamment parce qu'elles sont beaucoup plus susceptibles de participer aux formations. Cependant, cette étude indique que, comme les hommes sont chargés des travaux lourds tels que le déboisement et l'aménagement des champs, lorsqu'il s'agit de pratiques agricoles et de GRN telles que la récupération des ravines et l'agriculture de conservation, les femmes sont moins aptes à influencer un changement de pratique.

En particulier, l'étude sur l'agriculture a établi que la dynamique de genre joue un rôle important dans l'adoption (ou la non-adoption) de nouveaux comportements, selon que les ménages sont dirigés par des femmes ou des hommes. Dans les ménages dirigés par des hommes, les hommes décident des cultures à planter tandis que les femmes effectuent la plupart des travaux agricoles. Dans le cadre de

⁴ T.P Masere and S. Worth, "Influence of public agricultural extension on technology adoption by small-scale farmers in Zimbabwe," South African Journal of Agricultural Extension, Volume 49, No 2, 2021.

⁵ T.P Masere and S. Worth, "Influence of public agricultural extension on technology adoption by small-scale farmers in Zimbabwe," South African Journal of Agricultural Extension, Volume 49, No 2, 2021.



pratiques à forte intensité de main-d'œuvre comme l'agriculture de conservation, les femmes creusent les bassins tandis que les hommes dessouchent et déboisent la terre. Cette répartition des tâches limite l'adoption de nouvelles pratiques, notamment celles à forte intensité de main-d'œuvre comme l'agriculture de conservation⁶, à la fois en raison des différences entre la capacité des hommes et des femmes à prendre des décisions et parce que les obligations ménagères des femmes limitent le temps qu'elles peuvent passer dans les champs. Ainsi, bien que l'étude ait constaté que plus de femmes que d'hommes ont participé à la formation, la capacité des femmes à appliquer cette formation et à mettre en œuvre de nouvelles pratiques sur leurs parcelles est limitée par le temps et l'énergie dont elles disposent.

Dégradation des ressources naturelles : les jeunes sont-ils vraiment le problème ?

Nombreux sont les répondants qui, spontanément, ont désigné les jeunes comme des moteurs importants de la dégradation des ressources naturelles, notamment les répondants plus âgés, estimant que les jeunes souhaitent un retour rapide sur investissement en temps/travail et que leur énergie juvénile leur permet de faire plus de dégâts plus rapidement. Cependant, la portée de l'activité extractive des acteurs du secteur privé (aidés par leurs partenaires du secteur public), associée à la présence de moins en moins importante de jeunes dans les zones rurales, pourrait indiquer que cette perception négative et ce blâme des jeunes sont injustifiés/exagérés et nuisent aux perspectives d'inclusion des jeunes dans le développement de leurs communautés. Les entretiens menés avec les jeunes dans le cadre de l'étude GRN ont révélé que les questions relatives à la GRN leur tiennent à cœur et que, les personnes âgées étant détentrices des connaissances traditionnelles sur la GRN, il est nécessaire d'encourager le transfert de connaissances entre les générations. Les jeunes⁷, malgré leur nombre moins important dans les zones rurales, sont toujours accusés d'être responsables de la plupart des dégradations ; cependant, l'étude indique clairement qu'en ciblant plus intentionnellement les jeunes, on pourrait non seulement résoudre les problèmes de gestion des ressources naturelles, mais aussi renforcer leur sentiment d'appartenance à la communauté et contribuer à les protéger de l'exploitation par des entreprises non réglementées.

Les perceptions des agriculteurs

Les études d'Amalima Loko ont mis en évidence des éléments importants liés à la perception par les agriculteurs des changements de pratiques ou de comportements proposés/promus par des sources extérieures. Ces observations constituent de bons rappels qui peuvent contribuer à informer les approches des praticiens dans ce domaine.

Changement théorique vs changement observé

Un sujet qui revient souvent dans les activités de formation et de vulgarisation est le pouvoir de voir les techniques se transformer en changements bénéfiques. C'est une question de bon sens ; la plupart des gens, quelles que soient leurs circonstances, sont plus convaincus par ce qu'ils voient que par ce qu'ils

⁶ Au Zimbabwe, l'agriculture de conservation implique une technique spécifique de creusement et de paillage des bassins, qui est assez laborieuse.

⁷ Les participants aux discussions de groupe ont été sélectionnés dans chaque quartier d'étude de manière à inclure quatre groupes démographiques de la communauté : hommes de plus de 35 ans, femmes de plus de 35 ans, hommes de 18 à 35 ans et femmes de 18 à 35 ans. Les groupes ont été répartis par sexe et par âge afin de permettre la libre expression des opinions sur les ressources naturelles et éliminer les obstacles liés aux normes culturelles.

entendent, surtout lorsque les preuves proviennent de leur propre communauté ou quartier⁸. Cette tendance ressort des entretiens avec les groupes de discussion et des entretiens avec les informateurs clés dans les zones d'étude d'Amalima, ce qui souligne les limites de la formation en classe ou des messages écrits standardisés du CSC en matière d'agriculture et de GRN, et met en évidence les avantages de l'application pratique (apprentissage par la pratique) et de la démonstration des approches techniques. Selon le personnel d'Amalima Loko, la plupart des formations dispensées par le personnel de vulgarisation dans la zone d'intervention du programme reposent sur un enseignement théorique, avec un minimum d'efforts pour s'engager dans des activités pratiques. De nombreux agents de vulgarisation transmettent aux agriculteurs des connaissances et des pratiques basées sur des livres sans avoir expérimenté eux-mêmes ces pratiques.

En outre, les études montrent que les perceptions négatives pourraient être encore plus importantes que les perceptions positives. Lorsque les agriculteurs sont témoins de l'échec de nouvelles technologies ou pratiques, plusieurs d'entre eux risquent fort de rejeter ces pratiques, souvent sans même les essayer. Les expériences négatives ne doivent pas nécessairement avoir été vécues directement pour avoir un effet ; l'étude a révélé que les échecs peuvent avoir un effet sur la prise de décision, qu'ils soient arrivés à l'agriculteur, à quelqu'un que l'agriculteur connaît, ou même par le biais du bouche à oreille d'une communauté voisine ou d'un district.

Ces observations indiquent également que les caractéristiques négatives perçues ou prouvées d'une nouvelle pratique ou technologie sont parfois plus importantes que les avantages positifs. Par exemple, alors que des caractéristiques telles que le potentiel de rendement élevé rendent une semence améliorée attrayante, si la culture est perçue comme sensible aux parasites et aux maladies, si elle est considérée comme peu appétissante ou si sa durée de conservation est faible, les agriculteurs ne la planteront pas.

La marge d'erreur dans la promotion de nouvelles approches, pratiques ou comportements en matière d'agriculture ou de GRN est extrêmement fine et les praticiens doivent en tenir compte lorsqu'ils planifient l'introduction et, surtout, la mise à l'échelle/la diffusion en cascade de nouvelles techniques. Une fois qu'une nouvelle approche a été déployée de manière inégale ou médiocre, la perte de confiance des agriculteurs ne relève pas forcément du simple changement de comportement ; la résistance au changement aura été en partie façonnée par les mêmes acteurs qui cherchent à le

Certains agriculteurs ont choisi de ne pas planter de semences améliorées après avoir constaté la mauvaise germination des semences distribuées dans le cadre du Presidential Input Scheme. Cette perception négative a renforcé la confiance des agriculteurs dans les semences conservées et les a découragés, ainsi que d'autres agriculteurs, de planter des variétés de semences hybrides.

changer. Ce résultat souligne également que les programmes doivent prendre le temps d'établir un ensemble de preuves solides autour de chaque pratique recommandée avant de la mettre à l'échelle.

L'étude sur l'agriculture propose des pistes pour motiver les non-adopteurs à adopter des comportements améliorés en privilégiant les activités pratiques et concrètes telles que les visites et les démonstrations de type « regarder et apprendre » et en donnant aux agriculteurs l'occasion de « voir » ou "entendre" les avantages d'une pratique de la part de leurs voisins et de leurs pairs. Les agents de vulgarisation, les leaders locaux et les réseaux sociaux (parents, amis et voisins) ont joué un rôle important pour

⁸ Best Practices: Cascading Resilient Agriculture Approaches within Food Security Programs, 2022.



façonner les attitudes des agriculteurs à l'égard des nouvelles pratiques, ce qui souligne l'importance de fournir à ces acteurs les informations et le soutien appropriés en raison de leur capacité à exercer une telle influence. Les agriculteurs ont également indiqué que le travail en groupe contribue à motiver les non-adopteurs à adopter de meilleurs comportements, notamment les pratiques d'agriculture de conservation et de GRN à forte intensité de main-d'œuvre. Le travail en groupe organisé est déjà une pratique coutumière dans la zone opérationnelle d'Amalima Loko (appelée ilima), permettant au projet d'être guidé par des adaptations et des solutions locales. Le travail de groupes pourrait également servir d'espace précieux permettant aux jeunes et aux aînés d'interagir et d'apprendre les uns des autres.

« Une agricultrice de Lupane (IDI, quartier 18), par exemple, a déclaré qu'elle avait adopté l'alimentation complémentaire après avoir observé ses avantages sur la propriété d'un voisin. En trois ans d'alimentation complémentaire pour son bétail, le voisin n'avait pas perdu un seul animal à cause de la sécheresse. Ayant constaté personnellement les avantages de l'alimentation complémentaire, l'agricultrice a décidé de l'adopter malgré le coût élevé des aliments commerciaux. D'autres agriculteurs ont approuvé et ont ajouté que cela faisait du bien de voir le bétail en bonne condition et en bonne santé. La perception de la protection contre la prédation et de la résistance aux maladies à déclaration obligatoire a également contribué à l'adoption d'attitudes positives à l'égard de pratiques telles que "l'utilisation de structures d'élevage améliorées" et "la vaccination des bovins, des chèvres et des poulets contre les maladies courantes." »

Le coût du changement : intrants gratuits ou pénibilité ?

L'étude sur l'agriculture montre que l'adoption de nouvelles technologies pourrait avoir moins de

« L'agriculture de conservation est la meilleure pratique la plus fréquemment citée. Elle a été fortement encouragée par le gouvernement l'année dernière et semble avoir été adoptée dans tous les districts la saison dernière, principalement grâce au programme d'intrants du Président. Les participants aux discussions de groupe ont également parlé d'une augmentation des rendements grâce à l'agriculture de conservation. Cependant, l'étude suggère que l'octroi d'intrants par le gouvernement et les organisations non-gouvernementales (ONG) est la principale incitation à l'adoption de cette pratique. »

rapport avec la connaissance ou la conscience des avantages et plus avec le coût perçu de l'adoption, car les agriculteurs sont plus susceptibles d'adopter des technologies peu coûteuses, subventionnées ou gratuites. Ces études ont démontré que, quels que soient les avantages associés aux pratiques améliorées, si le coût de mise en œuvre d'une pratique (financier, temps, effort physique) est perçu comme élevé, les agriculteurs sont moins susceptibles de l'adopter. Et pourtant, les deux moyens les plus couramment utilisés par les praticiens pour tenter d'atténuer le coût de l'adoption, à savoir les subventions et les approches à faible niveau d'intrants, présentaient d'importants inconvénients dans la pratique.

Les études ont montré que les programmes de distribution d'intrants gratuits et de nourriture contre travail encouragent l'adoption à court terme de pratiques telles que l'utilisation de semences améliorées et l'agriculture de conservation lorsqu'elles sont liées à des intrants gratuits, mais que ces pratiques disparaissent lorsque le soutien direct cesse. Les répondants à l'étude ont également noté que ces incitations à court terme peuvent contribuer à des problèmes de dépendance. Les approches basées sur l'utilisation des

ressources dont disposent déjà les agriculteurs, telles que la récupération des ravines, la création de billons et le paillage, nécessitent généralement une main-d'œuvre importante et ne sont pas facilement adoptées en l'absence d'incitations telles que les programmes de nourriture contre travail ou de travail en groupe. Selon l'étude sur l'agriculture, 83 % des agriculteurs interrogés admettent que, bien qu'ils connaissent bien les techniques de conservation des sols et de l'humidité, le désir d'éviter la pénibilité du travail est une raison majeure pour ne pas adopter ces pratiques laborieuses. Plus de 85 % des personnes interrogées dans le cadre d'un entretien approfondi (IDI) déclarent qu'elles n'ont pas pleinement adopté les techniques d'agriculture de conservation parce qu'elles demandent beaucoup de travail. Les résultats des IDI ont révélé que certains agriculteurs qui avaient adopté l'agriculture de conservation dans le cadre du programme gouvernemental avaient arrêté. Outre les parcelles nécessitant "trop de travail", les agriculteurs ont signalé un manque de fumier et de paillis. Les contraintes des pratiques à forte intensité de main-d'œuvre ont été évoquées le plus souvent par les femmes et les hommes âgés, probablement liées aux exigences de temps (pour les femmes) et aux capacités physiques (pour les hommes âgés). Extrait du rapport sur l'agriculture :

« Le coût tient un rôle similaire dans l'adoption des pratiques d'élevage recommandées. Par exemple, certains agriculteurs de Binga ont déclaré avoir construit des logements améliorés pour les bovins et les chèvres grâce au coût presque "zéro" des matériaux de construction tels que les rondins et les pierres. Parallèlement, presque tous les agriculteurs sondés à Binga et à Lupane ont déclaré qu'ils vaccinaient leur bétail contre les maladies à déclaration obligatoire telles que l'anthrax (bovins) et la maladie de Newcastle (poulets) parce que le gouvernement fournit les vaccins gratuitement. Autre exemple : Plus de 90 % des agriculteurs sondés utilisent les résidus de récolte pour compléter l'alimentation de leur bétail parce que les résidus de récolte de leurs champs sont 'gratuits'. »

Deux observations issues de ces études peuvent indiquer la voie à suivre. Les répondants et les informateurs clés ont souvent fait remarquer que ces projets d'agriculture et de GRN avaient été lancés par des ONG ou le gouvernement dans le cadre de programmes de travail contre nourriture et non par la communauté. Et lorsqu'on leur a demandé plus tard au cours des sessions quelles étaient leurs idées et leurs solutions, les communautés ont cité la nécessité d'une action collective, à la fois dans le cas très pratique de l'exécution de travaux à forte intensité de main-d'œuvre et dans la résolution de problèmes et de préoccupations liés à la gestion de leurs zones communales. Le personnel d'Amalima Loko est convaincu qu'une telle action collective pourrait produire des avantages durables à long terme, notamment lorsqu'elle encourage les communautés à mutualiser et à utiliser leurs propres ressources plutôt que de compter sur des dons directs. On a constaté que la participation à des groupes tels que les groupes d'épargne et de crédit des villages et les groupes d'éleveurs, bien qu'ils aient été créés dans le cadre du programme, était un moyen de promouvoir l'action collective autour d'un ensemble d'objectifs spécifiques. Cette participation peut aider les individus à mutualiser leurs ressources afin de réduire les coûts et de renforcer la confiance en offrant la sécurité du nombre lorsqu'ils essaient de nouvelles technologies.

La deuxième observation est l'importance des bénéfices immédiats et tangibles que les communautés retirent de toute nouvelle technologie ou pratique. Lorsque de nouvelles approches requièrent du temps, souvent plusieurs saisons, avant de montrer des résultats (en particulier lorsqu'elles sont accompagnées d'une forte demande de main-d'œuvre), l'adoption est souvent limitée et repose donc davantage sur des facteurs tels que les avantages observés, comme indiqué dans la section précédente.



Facteurs systémiques/sociétaux

L'étude sur la GRN comprenait de nombreuses sections pertinentes sur les effets des facteurs systémiques liés à la gouvernance locale et à l'héritage du colonialisme qui sont probablement applicables à de nombreux pays où interviennent les praticiens. Ces facteurs influencent directement la perception qu'ont les agriculteurs et les communautés des changements proposés par les acteurs externes et la probabilité/possibilité de changement des comportements et des pratiques.

Les conséquences persistantes du colonialisme

Le Zimbabwe est devenu indépendant en 1981 après plus de 90 ans de régime colonial. L'étude sur la GRN fait ressortir l'héritage du colonialisme qui a influencé certains informateurs clés et parties prenantes (y compris les autorités et les leaders locaux) à qualifier le comportement des agriculteurs de paresseux, jaloux, opposés les uns contre les autres et/ou ignorants, alors que les discussions de groupe et les entretiens avec les agriculteurs ont mis en évidence la profondeur des connaissances des agriculteurs et la valeur de la communauté⁹.

Les informateurs clés de Binga ont fait remarquer : *"Les initiatives communautaires ne réussissent que lorsqu'il y a un grand besoin et un bénéfice direct pour elles."*

« Un groupe de chefs de village de Binga a expliqué : « Les gens ne comprennent pas les conséquences à long terme de leurs actions. Ils ignorent que les effets secondaires de leurs actions, comme la traction de traîneaux, entraînent l'érosion des sols. *Certains croient que lorsque nous les dissuadons de pratiquer des activités qui dégradent l'environnement, c'est que nous ne voulons pas qu'ils réussissent dans la vie. Les gens sont ignorants et certains le font par jalousie et par haine*». Parallèlement, un agent d'Agritex de Binga a noté : « *Certaines personnes de la communauté sont trop paresseuses pour prendre l'initiative. Ils ont les connaissances mais ont un problème de comportement* ». »

La domination et l'influence du christianisme (introduit au Zimbabwe par les colonisateurs britanniques) ont également été liées au déclin conséquent des croyances et valeurs indigènes et de leur influence sur la gestion des ressources naturelles. Dans plusieurs DG et entretiens avec les informateurs clés, la montée du christianisme a été mentionnée comme une des raisons principales du déclin des approches traditionnelles de gouvernance des ressources et du rôle des chefs traditionnels. Un agent de l'EMA a déclaré : « On ne respecte plus les règlements culturels à cause de la religion chrétienne. Aujourd'hui, les gens ne respectent plus les valeurs culturelles et n'y croient même plus. Les plus âgés respectent encore les méthodes traditionnelles de gestion des ressources naturelles, cependant ils sont dépassés en nombre et en force par les jeunes générations qui ont une perspective de valeur différente pour les ressources naturelles. »

Il faut aussi souligner que les politiques de l'ère coloniale basées sur la « gérance »¹⁰ chrétienne qui ont retiré les communautés locales de leurs terres traditionnelles¹¹ au nom de la conservation ont eu un impact profondément négatif sur la perception de ces mesures par les communautés et les ont rendues

⁹ [L'étude sur la GRN](#) comprend une discussion détaillée de l'histoire du colonialisme et de son impact prolongé sur la société, les normes et la gouvernance du Zimbabwe.

¹⁰ Mapara, 2009

¹¹ Page and Page, 1991

profondément impopulaires¹². Cette étude indique que ces perceptions négatives de la conservation peuvent constituer un obstacle lors des discussions sur la gestion des ressources naturelles et la conservation avec les communautés, ce qui aura des conséquences sur la conception de stratégies CSC autour de la GRN. Ce facteur peut être présent dans de nombreux pays où les praticiens cherchent à améliorer la GRN et devrait être pris au sérieux lors de l'engagement avec les communautés, ce qui souligne l'importance des approches de gestion communautaire.

La gouvernance locale

Dans l'ensemble, les systèmes post-coloniaux de gouvernance et de surveillance dans la zone d'étude d'Amalima Loko manquent souvent d'autorité, de responsabilité et de moyens réels. L'étude sur la GRN a révélé que bien des mécanismes de gouvernance se sont transformés en institutions intéressées et/ou corrompues où les ressources naturelles sont « gérées » au profit de ces agences. En raison d'un manque critique de ressources, il n'y a presque pas de surveillance, de réglementation ou de sanction pour les abus environnementaux par l'EMA ou la Commission des Forêts, malgré le fait que les départements sont conscients des problèmes et que diverses lois et cadres définissent des politiques qui cherchent à régir l'utilisation et l'exploitation des ressources naturelles¹³. Ces institutions sont considérées par les répondants comme manquant de volonté politique pour soutenir les parties prenantes dans la mise en œuvre de leurs mandats de GRN et de conservation agricole. D'après l'étude sur la GRN :

« Le département de l'environnement ou des ressources naturelles des RDC (lorsqu'ils existent) semble se concentrer sur l'exploitation des ressources au profit du conseil plutôt que sur la gestion au profit des communautés. Les entreprises du secteur privé (y compris les entreprises d'extraction minière, de bois, de pêche et de sable) peuvent exploiter les ressources naturelles sans devoir en justifier et sans que les communautés d'origine n'en retirent de bénéfices clairs, et elles peuvent dégrader et polluer en toute impunité. »

Par ailleurs, les agences gouvernementales sont souvent en concurrence les unes avec les autres pour les ressources et l'autorité sur les différents domaines et secteurs, ce qui entraîne un manque général de coordination. En raison de ces facteurs, les communautés sont souvent exclues des bénéfices tirés de l'utilisation et de l'extraction des ressources naturelles, les autorités traditionnelles sont marginalisées et la confiance des agriculteurs et des communautés dans ces institutions s'effrite davantage.

Ces effets sont également ressentis par les autorités locales elles-mêmes, qui ont signalé un profond sentiment de découragement et de désespoir. Extrait de l'étude sur la GRN :

« Certains agents de ces départements étaient complètement déprimés par la situation. Par exemple, un représentant de la Commission des Forêts a déclaré : "J'ai l'impression que nous décevons les chefs traditionnels parce que lorsqu'ils évoquent ces rapports, on constate que certains d'entre eux sont tellement passionnés par l'environnement, mais on a parfois vraiment honte lorsqu'ils nous invitent à venir mais que les politiques ne nous le permettent pas vraiment. Je dois parfois utiliser mes propres ressources pour venir - vous voyez, cette personne est tellement dévouée et a besoin de votre soutien et si vous ne

¹² Mapara, 2009

¹³ Le Zimbabwe a établi plusieurs lois et cadres pertinents, notamment le cadre législatif et réglementaire de la gestion des ressources naturelles et des lois telles que la loi sur l'EMA, la loi sur l'eau, la loi sur les chefs traditionnels, la loi sur les RDC (Rural District Council) et la loi sur les forêts.



venez pas le lendemain, elle ne reviendra pas vers vous, et dira simplement que vous êtes inutile. Cela me brise vraiment le cœur. Vous ne pouvez pas faire grand-chose ; ils auront fait leur part vous vous découragez ».

L'étude sur la GRN souligne la nécessité d'améliorer la gouvernance en améliorant la coordination des parties prenantes, l'application des règlements et le suivi, avec une responsabilité et une transparence renforcées par rapport aux avantages dus aux communautés. Les participants à l'étude estiment également que le renforcement des capacités des chefs traditionnels est essentiel pour améliorer la GRN. Ces approches soulignent la nécessité de développer des approches ciblant des acteurs de plus haut niveau, au-delà des agriculteurs et des communautés, afin de créer un véritable changement dans la GRN et les pratiques agricoles.

Conclusions et remarques

De multiples facteurs psychologiques, sociaux et structurels interagissent pour influencer la façon dont les gens perçoivent leur environnement et s'y associent, prennent des décisions et, enfin, se comportent. En général, les êtres humains se considèrent et considèrent les autres comme des acteurs rationnels qui prennent des décisions cohérentes et délibérées en pesant les coûts et les avantages. Mais, en réalité, nous tendons à tirer des conclusions hâtives, même avec des informations insuffisantes¹⁴. Nous pouvons surpondérer les connaissances que nous possédons déjà ou résister aux informations peu familières ou en contradiction avec notre vision du monde. De plus, nous sommes particulièrement sensibles aux influences sociales¹⁵.

L'approche du changement social et comportemental permet d'expliquer l'interaction de ces facteurs. Souvent, les concepteurs de programmes et les décideurs font des hypothèses sur les facteurs qui influencent le plus les comportements des gens. Mais agir en fonction d'hypothèses, aussi bien intentionnées soient-elles, peut conduire à des réponses moins efficaces, voire nuisibles, si l'on diagnostique mal la volonté et la capacité des gens à modifier leurs actions face à une crise. Les deux études sur les barrières et les motivations menées par Amalima Loko ont fait ressortir des éléments importants sur certaines de ces hypothèses lorsqu'il s'agit de travailler dans le domaine de l'agriculture et de la GRN dans le but de changer les pratiques et les comportements. Quelques observations utiles pour les praticiens peuvent être tirées de leur travail et sont incluses ici.

Observations sur le SBC dans l'agriculture et la GRN

- Les conclusions de ces deux études montrent que le problème consiste moins à trouver des moyens de modifier les comportements et les attitudes des agriculteurs à l'égard des pratiques introduites par des acteurs extérieurs qu'à aider les agriculteurs et les communautés à élaborer et à mettre en œuvre leurs propres solutions. Pour cela, il est essentiel d'identifier les déviants positifs et d'amplifier ces solutions locales. Les programmes qui favorisent l'appropriation locale et la confiance en leurs solutions, et qui fournissent aux agriculteurs et aux communautés l'espace et les ressources nécessaires pour résoudre les problèmes de manière créative et itérative, pourraient faire des progrès significatifs.

¹⁴ [Kahneman \(2003\)](#)

¹⁵ [Tomasello \(2014\); ideas42; Schultz, Nolan, Cialdini, Goldstein and Griskevicius \(2007\)](#).

- Les avantages immédiats et tangibles de toute nouvelle technologie ou pratique pour les communautés sont essentiels à l'adoption pérenne des pratiques agricoles et de GRN. Lorsque de nouvelles approches nécessitent du temps pour montrer des résultats, l'adoption dépend plus fortement de facteurs tels que les bénéfices observés. Une première étape importante consiste probablement à concevoir des programmes qui soutiennent les gens suffisamment longtemps pour qu'ils constatent les avantages à long terme et qu'ils amplifient ensuite ces résultats. Des perspectives à plus long terme peuvent également atténuer les perceptions négatives des agriculteurs dans des situations où les pratiques sont utilisées correctement, mais où les facteurs climatiques limitent toujours l'impact.
- Comme évoqué précédemment, les recherches menées au Zimbabwe montrent que les agriculteurs résistent au changement et ont du mal à accepter une aide extérieure. Ce constat illustre à nouveau l'importance de la démonstration et la nécessité de laisser aux agriculteurs l'espace et le temps de pratiquer, de faire les itérations et d'échouer sans risque pour leur survie. Ces études montrent que la preuve de l'impact est importante pour les agriculteurs et que s'ils peuvent voir que quelque chose fonctionne mieux, les recherches montrent que les agriculteurs peuvent être très ouverts au changement.
- Plusieurs répondants ont noté que les interventions à court terme ou ponctuelles, telles que les projets d'intrants gouvernementaux, qui n'avaient pas de mécanisme de suivi et ont donné des résultats mitigés ou médiocres, ont eu un effet négatif sur leur volonté d'adopter de nouvelles pratiques. Les praticiens doivent tenir compte d'autres programmes dans leur zone d'intervention qui ont été déployés de manière inégale ou médiocre, avoir conscience des impressions que ces programmes ont laissées sur les populations ciblées et apprendre activement de ces expériences négatives et en limiter les effets.
- L'étude sur la GRN souligne la nécessité d'améliorer la gouvernance en coordonnant mieux les parties prenantes, en faisant respecter les règlements et en assurant un suivi avec une responsabilité et une transparence accrues en termes de bénéfices dus aux communautés. Ces approches soulignent la nécessité de développer des approches ciblant des acteurs de plus haut niveau, au-delà des agriculteurs et des communautés, afin de susciter un réel changement dans les pratiques de GRN et d'agriculture. Les praticiens doivent aussi penser aux dynamiques de genre ; si les programmes se basent sur les structures de gouvernance communautaire existantes qui ne sont pas particulièrement inclusives, ils peuvent exclure par inadvertance les populations vulnérables.
- L'étude sur la GRN montre clairement qu'un ciblage plus intentionnel des jeunes permettrait non seulement de traiter les problèmes de gestion des ressources naturelles, mais aussi d'accroître leur sentiment d'appartenance à la communauté et de les protéger de l'exploitation par des entreprises non réglementées. Il serait particulièrement utile, pour combler cette lacune, de privilégier une programmation coordonnée inter-thèmes ou intersectorielle.
- Il a été constaté que les agents de vulgarisation, les dirigeants locaux et les réseaux sociaux (parents, amis et voisins) jouaient un rôle important dans la détermination des attitudes des agriculteurs à l'égard des nouvelles pratiques, ce qui souligne l'importance de fournir à ces acteurs les informations et le soutien appropriés en raison de leur capacité à influencer les comportements.



Annexe A : Résumés de la méthodologie de l'étude

Méthodologie de l'étude sur les obstacles et les motivations liées à la GRN

L'étude a été menée à Nkayi, Binga et Hwange. Ces dernières ont été sélectionnées comme étant les plus représentatives des cinq districts du projet. Une équipe de huit chercheurs, accompagnée par le consultant, a collecté des données au moyen de 39 entretiens avec des informateurs clés (KII) au niveau du district et des quartiers et de 24 discussions de groupe (DG) dans les quartiers sélectionnés pour l'étude, en septembre 2021. Dans chaque district d'étude, deux quartiers ont été choisis au hasard comme sites d'étude.

Les principaux informateurs ont été sélectionnés dans chaque district et quartier et regroupaient des représentants des agences gouvernementales, des entreprises du secteur privé, des acteurs du marché et des chefs traditionnels et religieux. Les participants aux DG étaient issus de chaque district étudié afin d'inclure quatre groupes démographiques de la communauté : hommes de plus de 35 ans, femmes de plus de 35 ans, hommes entre 18 et 35 ans et femmes entre 18 et 35 ans. Ces groupes ont été ventilés par sexe et par âge afin de permettre la libre expression des opinions sur les ressources naturelles et d'éviter les obstacles liés aux normes culturelles.

En tout, 24 DG (12 femmes et 12 hommes) ont été menés, transcrits et codés pour l'analyse. Au total, 199 personnes ont participé aux groupes de discussion (105 femmes et 94 hommes). Onze des 24 DG n'ont impliqué que des jeunes. Deux des DG masculins réunissaient à la fois des jeunes et des adultes d'âge moyen. Un DG féminin réunissait à la fois des jeunes et des adultes d'âge moyen. La plupart des informateurs clés, tant au niveau des districts que des quartiers, étaient des hommes d'âge moyen. Dans cette étude, le terme « jeunes » désigne les personnes âgées entre 18 et 35 ans et le terme « adultes d'âge moyen » désigne les personnes âgées de plus de 35 ans.

Le consultant a formé l'équipe de recherche aux techniques de l'étude et les outils de collecte de données ont été testés sur un site du district de Lupane. L'équipe a collecté les données en septembre 2021, a effectué la transcription et la traduction en octobre, et a analysé les données en octobre/novembre. Elle a ensuite élaboré un livret de codes et a codé les données à l'aide du logiciel Dedoose, qui permet une analyse systématique et thématique des données.

Méthodologie de l'étude sur les obstacles et les motivations liés à l'agriculture et à l'élevage

Amalima Loko a mené l'étude dans deux districts du projet dans le nord-ouest du Zimbabwe, Binga et Lupane. L'étude a utilisé un échantillonnage raisonné car cela a permis à l'équipe de recherche d'identifier facilement les sujets qui correspondaient aux objectifs de l'étude. Cette approche d'échantillonnage a permis aux chercheurs d'examiner les agriculteurs qui ont adopté ou non les pratiques recommandées (les "pratiquants" et les "non-pratiquants", respectivement)¹⁶. L'équipe de recherche d'Amalima Loko a mené 72 entretiens individuels approfondis (IDI) au niveau des ménages

¹⁶ Les pratiquants sont les agriculteurs qui mettent en pratique, en totalité ou en partie, l'une des pratiques de culture ou d'élevage recommandées. Les non-pratiquants sont ceux qui ne pratiquent aucune des pratiques recommandées suite à une exposition à celles-ci.

(48 à Binga, 24 à Lupane), 24 discussions de groupe (DG) (16 à Binga, 8 à Lupane), et dix entretiens avec des informateurs clés (KII) (six à Binga, quatre à Lupane). L'équipe de recherche a collecté et transcrit les données du 19 janvier au 9 février 2022. Le codage et l'analyse des données ont commencé le 19 février et se sont poursuivis jusqu'au 1er mars 2022.